



**PRÉFET  
DE LA ZONE  
DE DÉFENSE  
ET DE SÉCURITÉ  
OUEST**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX**

**Procédure adaptée**  
(articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-5 du code de la commande publique)

**VANNES (56)**

**Travaux de réalisation d'une unité cynotechnique légère**

**RÈGLEMENT DE CONSULTATION**

**DATE LIMITE DE RÉCEPTION DES OFFRES : Lundi 30/06/2025 à 10 h 00**

Le présent R.C. comporte 17 pages dont celle-ci.

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION</b>	<b>4</b>
1. Pouvoir adjudicateur.....	4
2. Travaux sur site sécurisé.....	4
3. Clause de confidentialité.....	4
<b>ARTICLE 2 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION</b>	<b>5</b>
1. Procédure.....	5
2. Maîtrise d'œuvre / Conduite de l'opération.....	5
3. Contrôle technique – C.M.S.P.S.....	5
a) Contrôle technique de Construction au sens du Code de la construction et de l'habitation.....	5
b) C.M.S.P.S. / Plans d'hygiène et de sécurité.....	5
4. Nature du marché.....	5
a) Décomposition et consistance.....	5
b) Durée des prestations.....	6
5. Solution de base / Variantes.....	6
6. Clause d'insertion sociale.....	6
<b>ARTICLE 3 – DOSSIER DE CONSULTATION</b>	<b>6</b>
1. Composition du Dossier de Consultation (DC).....	6
2. Modalités de retrait et de consultation des documents.....	7
a) Retrait du dossier de consultation.....	7
b) Pré-requis techniques et format des fichiers.....	7
3. Modalités de remise des plans et documents confidentiels.....	7
4. Modifications du DC – Anomalies.....	8
a) Modifications du DC.....	8
b) Anomalies.....	8
5. Questions des candidats – Demandes de précisions.....	8
6. Visite du site.....	8
<b>ARTICLE 4 – PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES</b>	<b>9</b>
1. Forme juridique des candidats.....	9
2. Sous-traitance.....	9
3. Pièces à fournir.....	9
a) Pour la CANDIDATURE (justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat).....	10
b) Pour l'OFFRE.....	11
4. Conditions d'envoi ou de remise des plis.....	11
a) Transmission électronique.....	11
b) Copie de sauvegarde – Article R.2132-11 du code de la commande publique.....	12
5. Délai de validité des offres.....	13
<b>ARTICLE 5 – EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES</b>	<b>13</b>
1. Analyse des candidatures.....	13

2. Offres irrégulières, inacceptables ou inappropriées.....	13
3. Jugement des offres.....	14
4. Négociation.....	14
<b>ARTICLE 6 – ACHÈVEMENT DE LA PROCÉDURE</b>	<b>15</b>
1. Documents obligatoires pour l'attribution du marché.....	15
<b>ARTICLE 7 – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 8 – RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES</b>	<b>16</b>
1. Adresses supplémentaires et points de contact.....	16
2. Procédures de recours.....	16

\*\*\*

## ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION

---

La présente consultation concerne l'installation de modulaires pour une unité cynotechnique légère (UCL) à Vannes (56).

### Caractéristiques :

- site occupé provisoirement par la SPA
- parcelle viabilisée de 1500 m<sup>2</sup>

Le montant estimé des travaux est de 891 400 € HT (valeur mars 2025).

### 1. Pouvoir adjudicateur

Dans le cadre de ce marché, l'acheteur en tant que pouvoir adjudicateur au sens de l'article L.1211-1 du code de la commande publique est le préfet de zone de défense et de sécurité ouest.

Dans le cadre de cette opération, il a également qualité de **maître d'ouvrage** au sens de l'article L.2410-1 du code précité.

### 2. Travaux sur site sécurisé

L'attention du candidat est particulièrement attirée sur le fait que les travaux à exécuter se situent dans une enceinte à l'intérieur de laquelle des précautions particulières sont à prendre pour la sécurité. Le candidat doit se conformer aux dispositions du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter

Pour l'exécution des prestations, l'attributaire doit respecter les mesures particulières de sécurité prévues.

Il est précisé qu'une autorisation individuelle d'accès est nécessaire pour la visite de site et l'exécution des prestations par l'attributaire. Celle-ci, obligatoire pour tous les intervenants au projet, est délivrée seulement après enquête de sécurité. Aussi, il appartient au candidat de prendre ses dispositions en conséquence.

L'administration peut retirer cette autorisation individuelle à tout moment sans énoncer ses motifs. Dans ce cas, le prestataire propose immédiatement un remplaçant de niveau au moins équivalent.

Les co-traitants et sous-traitants du candidat sont soumis à cette même règle.

### 3. Clause de confidentialité

Les informations et données dont le candidat a connaissance dans le cadre de ce marché présentent un caractère confidentiel. Elles ne peuvent en aucun cas être communiquées à un tiers sans autorisation préalable expresse et écrite accordée par l'Administration.

Le candidat s'interdit toute communication écrite ou orale sur ce présent marché et toute remise, même partielle, de documents à un tiers sans l'accord préalable de l'Administration.

En cas de violation de ces dispositions, le marché peut être résilié de plein droit par l'Administration sans préjudice des poursuites pénales éventuelles.

Les co-traitants et sous-traitants du candidat sont soumis à cette même règle.

## ARTICLE 2 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION

### 1. Procédure

La présente consultation est passée selon la procédure adaptée en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-5 du code de la commande publique.

### 2. Maîtrise d'œuvre / Conduite de l'opération

La **maîtrise d'œuvre** est assurée par :

**ECB Ingénierie**  
18, avenue Jean Jaurès  
35401 SAINT MALO

Les missions du MOE sont : ESQ, APS, APD, PRO-DCE, ACT, VISA, DET et AOR

La **conduite d'opération** est assurée par :

Préfecture de zone de défense et de sécurité ouest  
**Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur (SGAMI) Ouest**  
Direction de l'Immobilier  
28 rue de la Pilate  
CS 40725  
35207 RENNES Cedex 2

### 3. Contrôle technique – C.M.S.P.S.

- a) Contrôle technique de Construction au sens du Code de la construction et de l'habitation

Le contrôleur technique est :

**SOCOTEC**  
1, rue Marguerite Perey  
56 890 PLESCOP

- b) *C.M.S.P.S. / Plans d'hygiène et de sécurité*

Une coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est prévue sur le chantier, conformément au Code du travail.

Elle est assurée par :

**Bureau VERITAS**  
2, rue de Suède  
56 404 AURAY

### 4. Nature du marché

- a) *Décomposition et consistance*

Les travaux se décomposent en **six (6) lots** :

Lot 1	Voirie et réseaux divers (VRD) – Espace vert	
Lot 2	Gros œuvre	
<b>Lot 3</b>	<b>Charpente – couverture</b>	<b>Passé en gré à gré</b>
Lot 4	Clôtures	

Lot 5	Construction modulaire	
<b>Lot 6</b>	<b>Chenils</b>	<b>Passé en gré à gré</b>

Les lots 3 et 6 sont passés sans publicité ni mise en concurrence au titre des « petits lots », conformément aux articles L.2122-1, R.2123-1 b) du code de la commande publique et au décret n° 2024-1217, publié le 28 décembre 2024.

*b) Durée des prestations*

Le délai d'exécution des prestations est fixé à l'acte d'engagement (AE).  
La date prévisionnelle de début des prestations est septembre 2025.

## 5. Solution de base / Variantes

Le dossier de consultation comporte 1 solution de base, à laquelle le candidat devra obligatoirement répondre, à défaut son offre sera jugée irrégulière.

Le candidat n'est pas autorisé à proposer de variante en plus de la solution de base.

Ainsi, toute offre variante à la solution de base sera irrégulière. Dès lors qu'une offre variante, en plus de la solution de base clairement identifiée, serait déposée, dérogeant à cette interdiction, seule l'offre de base pourra être analysée et l'offre variante ne sera pas étudiée.

## 6. Clause d'insertion sociale

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le Maître d'Ouvrage souhaite faire appel à ses partenaires privilégiés que sont les entreprises candidates à ses marchés publics.

Conformément aux articles L. 2112-2 à L. 2112-4 et L. 3114-2 et 3 du code de la commande publique, Les titulaires des lot 1 « VRD – Espace vert » et 2 « Gros œuvre » doivent réaliser une action d'insertion sociale qui favorise l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières. Cette action d'insertion se traduira par la réservation d'heures de travail.

Les modalités et pratiques ainsi que les conditions spécifiques de mise en œuvre de cette disposition « clause d'insertion sociale » sont précisées à l'article 5.3 du CCAP.

Il est rappelé que des renseignements concernant cette disposition peuvent être apportés par l'organisme d'accompagnement et de contrôle mandaté par le Maître d'ouvrage, à savoir :

**Fédération des Entreprises d'Insertion – Bretagne**  
Ivan LOUËR 06.22.80.85.49.  
i.louer@lesentreprisesdinsertion.org

Le candidat devra obligatoirement compléter l'annexe de l'acte d'engagement, dédiée à la mise en œuvre de cette action, sous peine d'irrégularité .

## ARTICLE 3 – DOSSIER DE CONSULTATION

### 1. Composition du Dossier de Consultation (DC)

- Règlement de la Consultation (RC)
- Acte d'engagement (AE) et son annexe

- Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Cahiers des clauses techniques particulières (CCTP)
- Décompositions du prix global forfaitaire (DPGF)
- Formulaire de demande de visite (visite non-obligatoire)
- Formulaire de demande plans
- Cadre de mémoire technique
- Planning
- Étude RE2020
- Plan Général de coordination simplifié (PGC)
- Rapport initial de contrôle technique (RICT)
- Plan d'Installation de chantier (PIC)

## **2. Modalités de retrait et de consultation des documents**

### *a) Retrait du dossier de consultation*

Les documents sont accessibles uniquement par voie électronique, sur la plate-forme des achats de l'État (« PLACE ») : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

Cette plateforme autorise les retraits anonymes des dossiers de consultation mais le pouvoir adjudicateur préconise l'identification des candidats avec **une adresse courriel électronique valide** permettant une correspondance électronique de façon certaine, notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

Si le téléchargement du DCE se fait anonymement, ou si les changements d'adresse mail ne sont pas répercutés sur la plateforme de dématérialisation, les soumissionnaires ne pourront être informés des éventuelles modifications de la consultation et devront en assumer l'entière responsabilité.

**Attention** : les courriels de la plateforme peuvent être réceptionnés dans les spams de la boîte mail, le candidat doit donc être vigilant sur la réception de ces mails et s'assurer de la bonne configuration de sa messagerie.

### *b) Pré-requis techniques et format des fichiers*

Le candidat devra se référer aux pré-requis techniques et aux conditions générales d'utilisation pour toute action sur ledit site.

Ce site est libre d'accès et permet les échanges des documents dans le cadre de la consultation. Le candidat a la possibilité de consulter les avis publiés sur le site, retirer le DC et poser des questions sur le DC. Un guide d'utilisation est également disponible sur le site dans la rubrique « aide ».

Afin de pouvoir lire les documents mis à disposition par la personne publique, le candidat devra disposer d'un outil ZIP (lecture et création) et pouvoir lire les fichiers PDF des logiciels permettant de lire les formats ou extensions suivants : « doc » « odt » « xls » « ods » « pdf » « dxf » « plt » « dwg ».

## **3. Modalités de remise des plans et documents confidentiels**

Les plans, documents amiante, étude de faisabilité, PIC et étude géotechnique sont transmis sur demande et après réception du formulaire de demande comprenant l'engagement de confidentialité, signé par la personne habilitée.

La demande de plans est à effectuer via le bouton « poser une question » sur le lien de la consultation du site de la PLACE :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

avec pour objet : Demande de plans lot n° \_\_ Sté \_\_\_\_  
et en pièce jointe, le formulaire de demande de plans dûment complété et signé par la personne habilitée.

#### **4. Modifications du DC – Anomalies**

##### *a) Modifications du DC*

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les concurrents devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les concurrents, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

##### *b) Anomalies*

Le candidat est invité à signaler les éventuelles anomalies, imprécisions, erreurs ou contradictions qu'il pourrait déceler dans le dossier de consultation, pour qu'elles puissent être rectifiées avant la clôture de la consultation.

Pour ce faire, les signalements sont à envoyer via le bouton « poser une question » sur le lien de la consultation du site de la PLACE :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de modifier ou non le DC en conséquence.

#### **5. Questions des candidats – Demandes de précisions**

Les questions et les demandes de renseignements complémentaires, rédigées entièrement en langue française, sont à envoyer via le bouton « poser une question » sur le lien de la consultation du site de la PLACE :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

La réponse s'effectuera via ce service.

Les questions doivent être posées au plus tard 12 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, pour permettre une éventuelle diffusion de la réponse à tous les candidats potentiels dans de bonnes conditions.

#### **6. Visite du site**

La visite du site n'est pas obligatoire. Si vous souhaitez tout de même visiter le site, une visite est prévue **le 12 juin 2025**. Celle-ci étant soumise à inscription, contactez les gestionnaires du site au moins deux jours ouvrés à l'avance :

**Benoît MACÉ**

Mail : [benoit.mace@interieur.gouv.fr](mailto:benoit.mace@interieur.gouv.fr)

Copie : [nicolas.guillot@interieur.gouv.fr](mailto:nicolas.guillot@interieur.gouv.fr)

Tél : 02 99 87 89 18 / 06 73 58 50 04

En cas de groupement, il est rappelé que la visite doit se faire à minima avec un représentant du mandataire.



Il conviendra de compléter le formulaire de demande de visite (joint au DC) et de le transmettre directement à Mr MACÉ, accompagné de la copie numérique lisible recto/verso de la carte nationale d'identité de l'ensemble des participants.

À l'issue de la visite, le candidat fera compléter l'attestation de visite jointe au présent DCE et pourra la produire à l'appui de son offre s'il le souhaite, la visite du site n'étant pas obligatoire pour candidater.

## **ARTICLE 4 – PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES**

---

**Les pièces du dossier de consultation ne doivent en aucun cas être modifiés, hors documents complétés par le candidat constituant son offre.** Toute modification de ces pièces entraînera le rejet et la nullité de l'offre.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager la société.

Les offres doivent être entièrement rédigées en langue française. En cas de documents rédigés dans une autre langue que le français, le candidat doit joindre une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

### **1. Forme juridique des candidats**

Pour chaque lot de la consultation, le candidat pourra répondre soit sous la forme d'un contractant unique regroupant toutes les compétences nécessaires, soit sous la forme de membre d'un groupement.

En application de l'article R. 2142-4 du CCP, un opérateur économique ne peut être mandataire que d'un seul groupement.

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est le groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'exposé ci-avant.

En effet, afin de faciliter la gestion financière du contrat, si l'attributaire pressenti est un groupement momentané d'entreprises, le maître d'ouvrage impose la forme conjointe avec mandataire solidaire ; chaque membre du groupement perçoit donc directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations en transmettant son propre RIB.

### **2. Sous-traitance**

L'offre, qu'elle soit présentée pour un seul candidat ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus. Elle devra en sus, indiquer les prestations (et leurs montants) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui exécuteront les prestations.

Le candidat s'engage, sur simple demande du pouvoir adjudicateur, à produire le ou les contrats de droit privé passé(s) avec son ou ses sous-traitants proposés.

### 3. Pièces à fournir

**Remarque :** Il n'est pas demandé aux candidats de renvoyer signé l'ensemble des documents composant le dossier de consultation. Le fait d'avoir transmis une réponse atteste que le candidat a pris connaissance de tous les documents du marché et l'engage.

Le dossier à remettre par les concurrents comprendra les pièces suivantes :

a) *Pour la CANDIDATURE (justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat)*

DC 1*	OU	- Lettre de candidature - Déclaration sur l'honneur (forme libre) faite par le candidat pour justification que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner conformément à l'article R.2143-3 du code de la commande publique.	O U	DUME**
DC 2*	OU	- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ( <b>chiffre d'affaires minimum 4 fois supérieur à l'estimation du marché requis</b> ) - Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels - Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature	O U	

\* imprimés téléchargeables dans leurs dernières versions disponibles à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

\*\* le Document Unique de Marché Européen (DUME) (article R.2143-4 du code de la commande publique). Le candidat peut se référer au support de formation du profil acheteur (PLACE) pour renseigner son DUME (cf. le guide d'utilisation à télécharger ici : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseGuide>)

Document relatif aux **pouvoirs** de la personne habilitée pour engager le candidat (*en cas de groupement, pour chacune des entreprises*).

**Liste des travaux** exécutés au cours des trois dernières années, appuyée d'attestations de maîtres d'ouvrages de bonne exécution pour les travaux les plus importants indiquant le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisant s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.

En cas de sous-traitance au stade de la candidature, le candidat joint :

- le formulaire DC4 dûment complété (formulaire disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)
- une attestation de mise à disposition du sous-traitant par laquelle le candidat indique qu'il bénéficiera des moyens du sous-traitant pour l'exécution du marché avec les prestations (et leurs montants) envisagées, la dénomination et la qualité du sous-traitant.

Dans tous les cas, le candidat joint à son dossier de candidature les documents exigés pour la vérification des garanties professionnelles, techniques et financières de chaque sous-traitant présenté et précisera la date de signature du contrat de sous-traitance.

Si le candidat est en redressement judiciaire ou sous le coup d'une procédure étrangère équivalente, il fournira la copie du ou des jugements prononcés.

En complément, il est possible d'anticiper la remise des pièces suivantes nécessaires à l'attribution du marché :

Les pièces mentionnées aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail.

Les attestations et/ou certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant la satisfaction des obligations fiscales et sociales de moins **de 6 mois**.

Les attestations d'assurance en cours de validité avec une garantie suffisante pour couvrir les risques liés à l'exécution des prestations :

- assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des travaux ou les modalités de leurs exécutions,
- assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du code civil.

L'attestation sur l'honneur relative au respect des sanctions à l'égard de la Russie

Un relevé d'identité bancaire.

Le pouvoir adjudicateur, ayant des mesures particulières de sécurité, n'est pas en capacité d'avoir accès à l'ensemble des sites internet. Le candidat veillera donc à ne pas fournir de liens d'accès internet pour compléter sa réponse. A défaut son offre pourra être déclarée irrégulière.

b) *Pour l'OFFRE*

#### **Acte d'engagement (AE) – Format PDF et ses annexes**

A compléter, dater et, éventuellement, signer par les représentants qualifiés et habilités les entreprises candidates.

**Décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) détaillée** reprenant les postes du CCTP.

**Mémoire technique – répondant strictement à cette opération** (selon le modèle de cadre de mémoire technique joint au DCE)

#### **4. Conditions d'envoi ou de remise des plis**

Les plis doivent parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception indiquées sur la page de garde du présent document.

a) *Transmission électronique*

**Le dépôt des plis sur le profil acheteur Place est obligatoire.**

Aucun autre dépôt, sous quelque forme que ce soit, ne sera pris en compte (Hormis copie de sauvegarde).

Le candidat doit déposer sa candidature et son offre exclusivement sur le profil acheteur (plateforme PLACE – <https://www.marches-publics.gouv.fr>).

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Pour ce faire le candidat peut se référer au guide d'utilisation de la plateforme disponible sur ce site.

Chaque candidat veillera à la bonne transmission de son offre signalée par un accusé de réception électronique.

Le candidat doit donc tenir compte des aléas des envois électroniques et des délais nécessaires pour s'assurer de la transmission électronique de son pli avant les date et heure limites de réception prévues. Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit de l'accès à internet du candidat et de la taille des documents à transmettre.

Le pli électronique est considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limite de réception des offres.

Afin de limiter les problèmes techniques lors du dépôt électronique, l'attention des candidats est attirée sur les points suivants :

- L'importance du nommage des fichiers par des intitulés les plus courts possibles,
- Proscrire les accents dans les noms de fichiers et plus généralement tous les symboles et caractères spéciaux,
- Ne pas utiliser les .exe et les macros,
- Respecter les recommandations formulées par la plate-forme de dématérialisation des offres lors du processus d'envoi (dossier d'offre au format compressé .zip).

**Au stade de dépôt des plis, l'offre du candidat n'a pas à être obligatoirement signée.  
La signature est requise pour le seul acte d'engagement.  
Une signature manuscrite originale sera attendue de l'attributaire lors de la décision d'attribution.**

*Conformément aux dispositions de l'article R.2151-6, si un soumissionnaire dépose successivement plusieurs plis sur le profil acheteur, seul le dernier pli déposé et reçu par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres est ouvert. Chaque dépôt doit ainsi être complet et comprendre l'ensemble des pièces attendues telles que défini dans le présent règlement de la consultation.*

*b) Copie de sauvegarde – Article R.2132-11 du code de la commande publique*

Le pli électronique peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres, au format physique (papier ou support physique électronique) ou par voie électronique (copie de sauvegarde dématérialisée).

La copie de sauvegarde sera ouverte dans les cas suivants :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique sur le profil acheteur (plateforme PLACE). La trace de cette malveillance est conservée ;
- Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que cette transmission sur le profil acheteur ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

La copie de sauvegarde au format physique (papier ou support physique électronique) est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement :

- la mention « copie de sauvegarde »,
- le nom du candidat,
- l'identification de la procédure (SGAMIO\_VANNES\_BRIGADE\_CANINE\_Lot n°\_AD).

Elle peut être :

- soit envoyée en lettre recommandée avec accusé de réception, à **l'adresse postale** ci-dessous :

Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur Ouest  
Bureau des Achats et des Marchés Publics  
CS 40725  
35207 RENNES Cedex 2

- soit livrée ou déposée contre récépissé sous enveloppe aux horaires d'ouverture de l'accueil, à **l'adresse physique** ci-dessous :

Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur Ouest  
Bureau des Achats et des Marchés Publics  
28 rue de la Pilate  
Poste de garde – CRS 9  
35136 SAINT-JACQUES DE LA LANDE

La copie de sauvegarde peut être envoyée par voie électronique (copie de sauvegarde dématérialisée) :

- transmise au moyen d'outils et de dispositifs conformes aux exigences minimales des moyens de communication électronique prévus par les dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique (annexe 8 du code de la commande publique).
- en informant par mail le pouvoir adjudicateur des modalités d'accès à celle-ci (identifiant, mot de passe éventuel ou toute autre modalité requise) à l'adresse suivante :

[sgami-ouest-bzamp-travaux@interieur.gouv.fr](mailto:sgami-ouest-bzamp-travaux@interieur.gouv.fr)

Le candidat veillera à placer la copie de sauvegarde dans un pli comportant la mention " copie de sauvegarde ", en indiquer en objet dans le corps du texte :

- le nom du candidat,
- l'identification de la procédure (Intitulé du marché\_Lot n°\_AD).

## **5. Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est de **cent quatre-vingts (180) jours** à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

## **ARTICLE 5 – EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES**

---

Ce jugement sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2151-1 à L.2152-8, R.2144-1 à R.2144-7 et R.2152-1 à R.2152-13 du code de la commande publique.

### **1. Analyse des candidatures**

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum qu'il fixe.

Le dossier de candidature vise à garantir que le candidat dispose de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle et des capacités économiques financières, techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du marché. Conformément à l'article R. 2144-3 du Code de la commande publique, ces vérifications pourront être effectuées à tout moment de la procédure et au plus tard avant l'attribution du marché.

L'acheteur se réserve la possibilité d'exclure de la procédure de passation du marché les personnes qui, au cours de ces trois dernières années précédant l'engagement de la présente consultation, ont dû verser des dommages et intérêts, ont été sanctionnés par une résiliation ou ont fait l'objet d'une sanction comparable du fait d'un manquement grave ou persistant à leurs obligations contractuelles lors de l'exécution d'un marché public antérieur.

## 2. Offres irrégulières, inacceptables ou inappropriées

Sont éliminées de la présente consultation les offres irrégulières, inacceptables ou inappropriées étant précisé qu'est :

- **irrégulière**, une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation en particulier parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale. Toutefois, l'acheteur peut autoriser les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai fixé par le pouvoir adjudicateur, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et sous réserve que la régularisation n'ait pas pour but de modifier des caractéristiques substantielles des offres ;
- **inacceptable**, une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché public tels qu'ils ont été déterminés et établis avant le lancement de la procédure ;
- **inappropriée**, une offre qui est sans rapport avec le marché public parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'acheteur formulés dans les documents de la consultation.

## 3. Jugement des offres

Les critères d'analyse des offres pour sont les suivants :

1) prix des prestations	40 %	notation => $\frac{\text{prix le plus bas} \times 40}{\text{prix de l'offre}}$
2) valeur technique de l'offre	50 %	<p>Évaluée comme suit :</p> <p><b>A – Moyens matériels et humains dédiés à l'opération (y compris CV des personnes missionnées sur le chantier) : note / 15</b></p> <p><b>B – Qualité et provenance des matériaux (énergie thermique, isolation, qualité sonore, etc.) y compris présentation des fiches techniques et valorisation de l'éco-responsabilité des matériaux utilisés : note / 10</b></p> <p><b>C – Mesures concrètes pour la sécurité et l'hygiène, identification et traitement des nuisances du chantier : note / 10</b></p> <p><b>D – Méthodologie des travaux et phasage en cohérence avec le planning proposé : note / 15</b></p>
3) social et environnemental	10 %	<p>Évalué comme suit :</p> <p><b>A – Social</b> : Intégration de personnels en situation de handicap ou issus de minorités, actions en faveur de la parité au sein de l'entreprise, moyens mis en œuvre pour la prévention des accidents de travail, formation et montée en compétence du personnel. <b>note / 5</b></p> <p><b>B – Environnement</b> : Gestion et traitement des déchets liés au chantier, réduction des émissions de GES et des consommations d'énergie, choix de fournisseurs locaux, formation du personnel en matière de développement durable. <b>note / 5</b></p>

L'attention des candidats est attirée sur le fait que le mémoire technique à fournir impérativement avec l'offre est indispensable à l'appréciation de la valeur technique des offres. En conséquence, toute offre pourra ne pas être prise en considération en l'absence de mémoire technique

correspondant ou de certains éléments figurant dans la liste des pièces précitées. **L'offre pourra être jugée irrégulière et écartée du jugement des offres.**

Lors de l'examen des offres, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

#### **4. Négociation**

Le pouvoir adjudicateur envisage de négocier les éléments de l'offre (prix, prestations, délais ...) avec les 3 meilleures offres (celles-ci étant déterminées après une première application des critères de sélection prévus à l'article 5 du présent règlement). Celles-ci pourront revêtir la forme d'un échange écrit ou d'une réunion de négociation en présentiel ou en distanciel.

Toutefois, ces négociations ne peuvent remettre en cause les conditions initiales de la consultation, ni les caractéristiques principales du marché (objet du marché ou critères de sélection).

Le pouvoir adjudicateur se réserve cependant la possibilité d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation.

À l'issue des négociations, ces candidats remettront une dernière offre qui fera l'objet d'une dernière notation avec les mêmes critères. En cas de non-réponse à la négociation, l'offre initiale du candidat sera prise en compte.

Les offres irrégulières ou inacceptables pourront être régularisées lors de la négociation, sans que cela ne puisse en modifier les caractéristiques substantielles et à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses. En revanche, les offres inappropriées seront d'emblée éliminées et par conséquent exclues de toute négociation.

### **ARTICLE 6 – ACHÈVEMENT DE LA PROCÉDURE**

---

#### **1. Documents obligatoires pour l'attribution du marché**

Conformément aux critères précités, l'offre la mieux-disante est retenue à titre provisoire. Le candidat devra alors produire dans le délai fixé par le pouvoir adjudicateur :

- Les pièces mentionnées aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail,
- Les attestations et/ou certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant la satisfaction des obligations fiscales, sociales (**- de 6 mois**),
- Les attestations d'assurance :
  - assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des travaux ou les modalités de leurs exécutions,
  - assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du code civil,
- Un relevé d'identité bancaire.

Lorsqu'il est envisagé d'attribuer un marché à une personne physique ou morale susceptible d'être détenue directement ou indirectement ou qui peut être regardée comme agissant pour le compte ou sur instruction d'une personne russe, l'acheteur public, pour vérifier ces éléments, demandera à l'attributaire concerné de produire les éléments demandés dans les délais impartis. La non-réponse ou la production de pièce non probantes pourra conduire l'acheteur à écarter le candidat au profit de celui classé juste après.

En cas de doute ou de demande de dérogation, l'acheteur s'adressera à la direction générale du Trésor (l'acheteur peut adresser une demande d'autorisation à sanctions-russie@dgtresor.gouv.fr )

**NB : Le candidat peut anticiper la remise de ces pièces en les joignant à son dossier de candidature.**

Si ces documents ne sont pas présentés par le candidat dans le délai imparti par le pouvoir adjudicateur, sa candidature est déclarée irrecevable et son offre est éliminée (article R.2144-7 du code de la commande publique). Le pouvoir adjudicateur présente la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

## **ARTICLE 7 – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES**

---

Les traitements de données personnelles réalisés par l'acheteur lors de cette consultation sont réalisés conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, ainsi qu'au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (dit RGPD) Ils ont pour finalité d'assurer le bon déroulement de la consultation, de permettre à l'acheteur de procéder à l'analyse des candidatures et de communiquer avec les candidats.

Les destinataires des données à caractère personnel sont exclusivement les personnes chargées de suivre l'exécution de la procédure. En aucun cas, l'acheteur ne peut communiquer ces données à des tiers.

Les données collectées lors du dépôt des candidatures seront conservées pendant une période minimale de 5 ans à compter de la date de signature du marché public.

La personne concernée par un traitement de données à caractère personnel dispose à tout moment d'un droit d'accès à ses données, d'un droit de rectification de ses données en les mettant à jour ou en les faisant rectifier, d'un droit à la limitation du traitement en sollicitant sa suspension, d'un droit d'opposition au traitement de ses données à caractère personnel, d'un droit à l'effacement en sollicitant la suppression des données à caractère personnel le concernant et d'un droit à la portabilité en récupérant ses données à caractère personnel afin d'en disposer. La demande relative à l'exercice de ces droits s'effectue auprès du délégué à la protection des données personnelles (DPO) :

**Secrétariat Général pour l'administration du ministère de l'Intérieur Ouest**

Délégué à la protection des données personnelles

28 rue de la Pilate

CS 40725

35207 Rennes Cedex 2

[gerard.chapalain@interieur.gouv.fr](mailto:gerard.chapalain@interieur.gouv.fr)

## **ARTICLE 8 – RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**

---

### **1. Adresses supplémentaires et points de contact**

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du maître d'ouvrage, dont l'adresse URL est la suivante :



## 2. Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Rennes  
3 contour de la Motte  
CS 44416  
35044 RENNES  
Tél : 02 23 21 28 28  
Télécopie : 02 99 63 56 84  
Courriel : [greffe.ta-rennes@juradm.fr](mailto:greffe.ta-rennes@juradm.fr)  
ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat). Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Rennes  
3 contour de la Motte  
CS 44416  
35044 RENNES  
Tél : 02 23 21 28 28  
Télécopie : 02 99 63 56 84  
Courriel : [greffe.ta-rennes@juradm.fr](mailto:greffe.ta-rennes@juradm.fr)  
Adresse internet(U.R.L) : <http://www.ta-rennes.juradm.fr/>

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

DREETS DES PAYS DE LA LOIRE  
Pôle concurrence, consommation, répression des fraudes et métrologie  
Comité consultatif interrégional de règlement amiable  
Immeuble Skyline, 22 mail Pablo Picasso - BP 24209  
44042 NANTES Cedex 1

Le secrétariat du CCIRA de Nantes peut également être contacté aux coordonnées suivantes :

Tél. : 02 53 46 79 02  
Courriel : [paysdl.ccira@dreets.gouv.fr](mailto:paysdl.ccira@dreets.gouv.fr)